

## **L'inclusion financière : un levier au service d'une croissance économique inclusive en Algérie.**

### **Financial inclusion: a lever for inclusive economic growth in Algeria.**

**RAKHROUR Youcef**

Maitre de conférences A/Laboratoire EPSCSG  
Université de Lagouat , Algérie  
y.rakhrour@lagh-univ.dz

**BENILLES Billel<sup>1</sup>**

Maitre de conférences A/Laboratoire EPSCSG  
Ecole Supérieure de Commerce, Koléa ,Algérie  
B\_benilles@esc-alger.dz

Date de soumission : 19.02/2021 / Date d'acceptation : 17.03.2021

#### **Résumé :**

Ce papier a pour objectif de mettre en évidence l'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive et de présenter la situation de l'inclusion financière en Algérie et les mesures gouvernementales à prendre pour l'améliorer. Si la croissance inclusive désigne une croissance couplée à l'égalité des chances, il a été démontré que l'inclusion financière stimule la croissance économique, réduit les inégalités de revenu et aide les ménages à sortir de la pauvreté. Par ailleurs, l'examen de la situation de l'inclusion financière en Algérie a fait ressortir un retard remarquable en la matière. Pour cette raison et afin de promouvoir l'inclusion financière en Algérie, plusieurs mesures ont été proposées et se sont articulées principalement autour de nouvelles technologies, développement du système de paiement, infrastructures financières, réglementations et de protection des consommateurs.

**Mots clés :** Inclusion financière, Croissance Inclusive, Algérie, Mesures gouvernementales.

**Code JEL :** G20, O47, P11.

#### **.Abstract :**

This paper aims to highlight the impact of financial inclusion on inclusive growth and to present the situation of financial inclusion in Algeria and the government measures to be taken to improve it. While inclusive growth refers to growth coupled with equality of opportunity, financial inclusion has been shown to stimulate economic growth, reduce income inequalities and help lift households out

---

<sup>1</sup> **Auteur Correspondant :** BENILLES Billel, E-Mail B\_benilles@esc-alger.dz

of poverty. Furthermore, the examination of the financial inclusion situation in Algeria revealed a remarkable delay in this matter. For this reason and in order to promote financial inclusion in Algeria, several measures have been proposed and have focused mainly on new technologies, development of the payment system, financial infrastructures, regulations and consumer protection.

**Keywords:** Financial inclusion, inclusive growth, Algeria, government measures.

**Jel Classification Codes:** G20, O47, P11.

### **Introduction :**

La question du passage progressif de la croissance et du développement à une croissance et un développement durables est l'un des objectifs tracés par les Nations unies à l'horizon 2030<sup>2</sup>. L'un des moyens préconisés pour parvenir à cet objectif est la croissance inclusive. Toutes les différentes définitions de la croissance inclusive font référence aux nouvelles approches pour lutter contre les inégalités sociales, en particulier dans le monde en développement. Il s'agit notamment des inégalités de revenu et des actifs, à la fois financiers et humains, des inégalités pour l'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques ainsi que pour tous les aspects de la vie. Plusieurs arguments théoriques et empiriques ont été avancés en faveur de la croissance inclusive.<sup>3</sup>

Certains chercheurs ont plaidé pour l'inclusion financière comme un puissant antidote à l'absence de croissance inclusive<sup>4</sup>. L'inclusion financière est considérée comme la fourniture effective de services financiers à un coût abordable à toutes les catégories de la société y compris les groupes défavorisés et à faible revenu qui ont tendance à être exclus<sup>5</sup>. Par contre, l'exclusion financière est l'incapacité d'accéder à un service financier approprié<sup>6</sup>. A ce propos, l'évaluation empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive devient une nécessité impérieuse, à plus d'un titre, la mondialisation et les changements technologiques ont encore creusé l'écart entre les riches et les pauvres au cours de la dernière décennie dans les pays avancés et en développement, ce qui menace la stabilité sociale et politique ainsi que le développement économique<sup>7</sup>.

L'économie algérienne s'est développée dans un environnement moins favorable à l'égalité des chances pour l'ensemble de la population, ce qui a entraîné des inégalités persistantes entre les différentes catégories de la société et cela peut avoir des implications à long terme pour la croissance économique durable du pays. La compréhension du rôle de l'inclusion financière sur la croissance inclusive aidera à façonner la recherche future axée sur les politiques de développement.

Compte tenu de ce qui précède notre travail tend à examiner les éléments ci-après :

---

<sup>2</sup>UNDP, 2015. Sustainable development goals booklet.

<sup>3</sup> On cite, à titre d'exemple les études, de Grammy et Assane (2006) ; Ganelli et Aoyagi, (2015) et PNUD (2015)

<sup>4</sup> On cite, à titre d'exemple, Demirgüç-Kunt et Klapper (2012) et Beck et Cull (2015)

<sup>5</sup>Kelkar, V., 2009. Financial inclusion for inclusive growth, administrative staff college of India, first N. P. Sen memorial lecture held at ASCI, Hyderabad, on 13 January 2008. ASCI Journal of Management 39(1): P.56

<sup>6</sup>Bayero, M.A., 2015. Effects of cashless economic policy on financial inclusion in Nigeria: An exploratory study. Procedia-Social and Behavioral Sciences, 172: P.21

<sup>7</sup>Ganelli, G. and C. Aoyagi, 2015. Asia's quest for inclusive growth revisited. Journal of Asian Economics, 40, P32.

- Notion de la croissance inclusive
- Définition de l'inclusion financière
- Impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive
- Inclusion financière en Algérie : point de situation
- Mesures gouvernementales à prendre pour promouvoir l'inclusion financière.

### 1. La notion de la croissance inclusive

La croissance économique mesure la richesse produite dans une économie sur une période donnée, Le taux de croissance économique, mesuré par la variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) , est l'un des indicateurs économiques les plus étroitement surveillés. Cependant, la croissance économique, en tant qu'objectif politique, a fait l'objet de plusieurs critiques ces dernières années.

À l'échelle mondiale, il existe une forte relation entre le niveau de développement économique d'un pays et le niveau de vie moyen de sa population, mais la croissance économique mesurée par l'accroissement du PIB ne correspond pas forcément à une amélioration du bien-être ou du progrès social. A cet effet, plusieurs spécialistes et économistes ont attiré l'attention des décideurs à mettre l'accent sur le « bien-être de la population » plutôt que sur la « production économique »<sup>8</sup> . Dans ce contexte, des appels, émanant de plusieurs institutions internationales telles que la Banque mondiale, la Commission européenne, l'OCDE, le FMI et le Forum Économique Mondial, en faveur d'une croissance plus inclusive ont sensiblement gagné en importance.

La littérature avance plusieurs définitions à la croissance inclusive, mais elle n'a pas pu parvenir à un consensus sur la définition de cette notion et ce à cause de la diversité des acteurs qui utilisent ce terme. D'une façon générale, le concept de la croissance inclusive désigne l'idéal selon lequel chacun devrait avoir la possibilité de contribuer à l'augmentation de la prospérité ainsi que d'en bénéficier. Selon la Banque Africaine de Développement, le concept est compris comme se référant à la « croissance couplée à l'égalité des chances ». Il vise à créer des opportunités et à les rendre accessibles à tous, pas seulement aux pauvres<sup>9 10</sup> .

L'OCDE définit la croissance inclusive comme une croissance économique répartie équitablement dans la société et qui crée des opportunités pour tous. La Banque mondiale se réfère à la croissance inclusive pour désigner à la fois le rythme et le modèle de croissance économique, qui sont liés et évalués ensemble. Dans l'approche de la Banque mondiale, un rythme rapide de croissance économique est nécessaire pour réduire la pauvreté absolue. Mais, pour que cette croissance soit durable à long terme, elle doit être généralisée dans tous les secteurs et englober une grande partie de la main-d'œuvre d'un pays. Cette définition implique un lien direct entre les déterminants macroéconomiques et microéconomiques de la croissance.

Selon le PNUD , la croissance inclusive est considérée à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, il permet à chacun de participer au processus

<sup>8</sup>Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J.-P.(2009). Report of the Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress. Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress: France, p 292.

<sup>9</sup> Ali, I., and J. Zhuang.(2007). Inclusive Growth toward a Prosperous Asia: Policy Implications. ERD Working Paper No. 97, Economics and Research Department, Asian Development Bank, Manila.

<sup>10</sup> Ali, Ifzal et Hyun Hwa Son (2007), Measuring Inclusive Growth, Asian Development Review, 24 (1), p. 15

de croissance, aussi bien en termes de prise de décision qu'en termes de participation à la croissance elle-même. En revanche, la croissance inclusive conduit à un partage équitable des bénéfices réalisés. La croissance inclusive implique donc la participation et le partage des avantages.

## **2. La définition de l'inclusion financière**

L'inclusion financière signifie que les particuliers et les entreprises ont accès à des produits et services financiers utiles et abordables qui répondent à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) fournis de manière responsable et durable.<sup>11</sup> Les efforts d'inclusion financière visent à garantir que tous les ménages et entreprises, quel que soit leur niveau de revenu, aient accès aux services financiers appropriés dont ils ont besoin pour améliorer leur vie et puissent les utiliser efficacement.<sup>12</sup>

L'inclusion financière est définie par la banque d'Algérie comme étant la disponibilité et l'utilisation de tous les services financiers par les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés, à travers les canaux officiels, notamment les comptes courants et d'épargne, les services de paiement et de transferts, les services d'assurance, les services de financement et de crédit et des innovations des services financiers plus adaptés avec des prix compétitifs et raisonnables. Elle œuvre aussi à la protection des droits des consommateurs de services financiers en les soutenant afin qu'ils puissent assurer correctement la bonne gestion de leurs fonds et leurs épargnes pour éviter que certains consommateurs recourent à des canaux et outils informels, non soumis à aucun contrôle des organes de supervision et qui pratiquent des prix relativement élevés induisant la non satisfaction des besoins en services financiers et bancaires par ces canaux. L'inclusion financière est mesurée par la disponibilité en termes d'offre des services financiers et par leurs utilisations en termes de demande, ainsi que par la qualité de ces services.

Sur la base de ces définitions, l'inclusion financière est définie en termes de trois dimensions: accès, utilisation et qualité. L'accès signifie avoir la possibilité d'utiliser les services et produits financiers offerts par les institutions dans le système financier formel, ou la facilité avec laquelle les individus peuvent accéder aux produits et services financiers disponibles dans les institutions formelles. L'utilisation fait référence à l'utilisation efficace des produits financiers. Cela à voir avec la régularité et la fréquence d'utilisation, ainsi que l'objectif avec lequel le système financier est utilisé. Enfin, la qualité est déterminée par les caractéristiques d'accès et d'utilisation (qualité et efficacité). Il comprend une variété de sujets tels que l'adaptabilité des produits aux besoins des clients, la variété des services financiers, la réglementation et la surveillance des produits et la réglementation de la protection des consommateurs.

## **3. L'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive : Revue de la littérature**

La relation entre l'inclusion financière et la croissance inclusive a fait l'objet de plusieurs recherches aussi bien théoriques qu'empiriques. Dans une perspective théorique, il a été avancé que l'inclusion financière est l'un des déterminants fondamental de la croissance économique. L'approche antérieure de Schumpeter a

---

<sup>11</sup>World Bank, <https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion> (consulté le 22/01/2021)

<sup>12</sup>Consultative Group to Assist the Poor. <http://www.cgap.org>(consulté le 22/01/2021)

démontré que la finance stimule la croissance<sup>13</sup>. Selon cette approche, le secteur financier par le biais de ses services contribue non seulement à l'accessibilité de la formation de capital, mais encourage également l'innovation, l'efficacité et l'investissement qui, à leur tour, augmentent la production. Dans le même sens, plusieurs études ont affirmé que les marchés financiers accélèrent l'épargne et l'investissement, ce qui se traduit ensuite par une croissance économique<sup>1415</sup>. Par ailleurs, les liens entre la finance et la répartition des revenus sont importants pour comprendre le processus de croissance économique et de développement car la répartition des revenus affecte la décision d'épargne, l'allocation des ressources, les incitations à innover et les politiques publiques.<sup>16</sup>

Le développement financier ne doit pas restreindre la croissance. Un système financier qui fonctionne convenablement minimise l'exclusion financière et met les services financiers à la disposition de la plus grande partie de la population, plutôt que de les rendre accessibles à une partie seulement de la population. Dans ce cas, le développement financier peut encourager l'esprit d'entreprise, la croissance industrielle et engendrer le développement.<sup>17 18</sup>

Sur le plan empirique, plusieurs études ont été réalisées pour examiner la relation entre l'inclusion financière et la croissance inclusive. En se basant sur un panel de 44 pays africains, Andrianaivo et Kpodar( 2011)<sup>19</sup> ont examiné l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Les résultats ont confirmé l'effet positif et significatif sur la croissance. De plus, les résultats révèlent qu'un secteur financier performant a un rôle positif sur la croissance économique. Wong (2015)<sup>20</sup> a démontré également un effet positif sur la croissance économique des pays en développement. De même, Inoue et Hamori (2016)<sup>21</sup> ont évalué 37 pays d'Afrique subsaharienne en termes d'inclusion financière sur la période (2004-2012). Ils ont constaté que les « succursales des banques commerciales », en tant qu'instrument utilisé pour mesurer l'effet de l'inclusion financière sur la croissance, ont une relation positive pour certains pays.

---

<sup>13</sup> Schumpeter JA (1911) *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*. Harvard University Press, Cambridge.

<sup>14</sup> Diamond DW (1984) Financial intermediation and delegated monitoring. *Rev Econ Stud* 51.

<sup>15</sup> Aghion P, Angeletos G-M, Banerjee A, Manova K (2004) *Volatility and growth: The role of financial development*. Harvard University.

<sup>16</sup> Levine, R., (2005). *Finance and growth: Theory, mechanism and evidence*. In: Aghion, P., Durlauf, S.N. (Eds.), *Handbook of Economic Growth*. North- Holland: Elsevier.

<sup>17</sup> Rajan, R.G. and L. Zingales, 2003. *Saving capitalism from the capitalists*. New York: Random House.

<sup>18</sup> Morck, R., D. Wolfenzon and B. Yeung, 2005. *Corporate governance, economic entrenchment, and growth*. *Journal of Economic Literature*, 43(3).

<sup>19</sup> Andrianaivo M, Kpodar K (2011) *ICT, Financial Inclusion, and Growth: Evidence from African countries*. Review of Economic and institution. International Monetary Fund, Washington.

<sup>20</sup> Wong YH (2015) *Quantifying macroeconomic impacts of financial inclusion*.

<sup>21</sup> Inoue T, Hamori S (2016) *Financial access and economic growth: Evidence from Sub-Saharan Africa*. *Emerg Mark FinancTr* 52.

L'étude de Kim et al. (2017)<sup>22</sup> sur un échantillon de 55 pays de l'Organisation de la Coopération Islamique ( OCI) durant la période 1990-2013 a démontré une relation positive entre l'inclusion financière et la croissance. De plus, les résultats ont conclu que le niveau élevé d'inclusion financière est un facteur essentiel pour générer la croissance économique. De plus, Kim pour les pays de l'Union européenne et de l'OCDE (2004-2011) soutient l'existence d'un impact positif de l'inclusion financière sur la croissance. L'effet devient cependant plus fort dans les pays à forte fragilité par rapport aux pays à faible fragilité.

Balach R et coll.(2016)<sup>23</sup> ont utilisé des « succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes et des guichets automatiques pour 100 000 adultes» comme indicateurs de l'inclusion financière pour évaluer son effet sur la croissance économique pour 97 pays durant la période (2004-2012). Les résultats ont confirmé l'effet positif sur la croissance des deux proxys. En outre, une étude récente de Sethi et Acharyaa( 2018)<sup>24</sup> portant sur 31 pays a trouvé le même résultat.

Abor et coll. (2018)<sup>25</sup> ont mené une étude sur l'inclusion financière et la croissance inclusive au Ghana, en utilisant une enquête sur un large échantillon de ménages. Ils ont rapporté que l'inclusion financière réduit considérablement la probabilité que le ménage devienne pauvre et augmente la consommation des ménages par habitant. En examinant l'influence de l'inclusion financière sur la croissance au Nigéria ,Otiwu et coll. (2018)<sup>26</sup> ont constaté que la croissance et le développement au Nigéria dépendent considérablement de l'inclusion financière et affirment que les citoyens financièrement exclus possèdent un potentiel inexploité et inexploité qui peut contribuer énormément à la prospérité nationale.

Dixit et Ghosh (2013)<sup>27</sup> ont étudié l'impact de l'inclusion financière sur une croissance inclusive, ils ont constaté que les pays ayant la plus forte inclusion financière présentent un PIB par habitant élevé. Harley et coll. (2017)<sup>28</sup> ont examiné le rôle de l'inclusion financière sur la croissance et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, ils ont conclu que les succursales bancaires amélioreraient considérablement la croissance et réduisaient la pauvreté.

---

<sup>22</sup> Kim DW, Yu JS, Hassan MK (2017) Financial inclusion and economic growth in OIC countries.

<sup>23</sup>Balach R, Law SH, Habibullah MS (2016) The Role of Financial Inclusion in financial development: International evidence. *Abasyn J SocSci* 9.

<sup>24</sup>Sethi D, Acharya D (2018) Financial inclusion and economic growth linkage: Some cross-country evidence. *J Financ Econ Policy* 10.

<sup>25</sup>Abor, J.Y., M. Amidu and H. Issahaku, 2018. Mobile telephony, financial inclusion and inclusive growth. *Journal of African Business*, 19(3)

<sup>26</sup>Otiwu, K., P. Okere, L. Uzowuru and P. Ozuzu, 2018. Financial inclusion and economic growth of nigeria (the microfinance option). *International Journal for Innovation Education and Research*, 6(2): 61-74.

<sup>27</sup>Dixit, R. and M. Ghosh, (2013). Financial inclusion for inclusive growth of India-A study of Indian states. *International Journal of Business Management & Research*, 3(1).

<sup>28</sup>Harley, T.W., A.J. Adegoke and D. Adegbola, (2017). Role of financial inclusion in economic growth and poverty reduction. *Internal Journal of Research in Economics and Social Sciences*, 2(1).

En utilisant un échantillon de 91 pays, Cabeza-Garcia et coll. (2019)<sup>29</sup> ont examiné l'inclusion financière des femmes et son impact sur le développement économique inclusif, ils ont trouvé des preuves attestant qu'une plus grande inclusion financière des femmes a un impact économique positif sur la croissance inclusive.

En résumé, la littérature théorique et empirique présentée est en faveur de l'efficacité de l'inclusion financière sur la croissance inclusive.

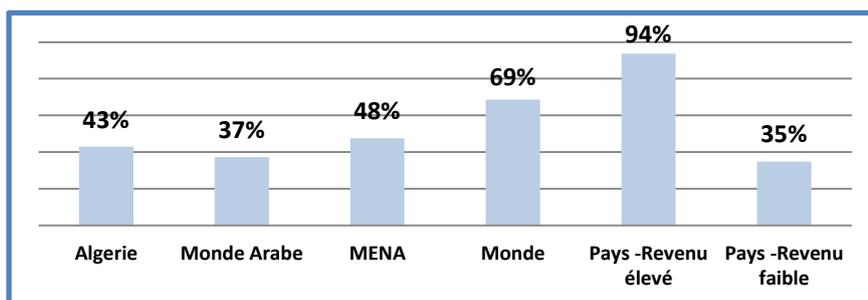
#### 4. Inclusion financière en Algérie : point de situation

Pour examiner la situation de l'inclusion financière en Algérie, nous nous limitons à examiner, à partir de données Global Findex, les indicateurs ci-après : *l'ouverture d'un compte courant, l'épargne, l'accès au crédit et la gestion des risques financiers*.<sup>30</sup>

##### 4.1. L'ouverture d'un compte courant

Étant donné que l'ouverture d'un compte est un pas important vers l'inclusion financière, on doit s'intéresser à cet indicateur. Selon la base de données Global Findex 2017, en Algérie seulement 43 % des adultes possèdent un compte courant. Si ce taux est bien supérieur à la moyenne du Monde Arabe et pays à revenu faible, il reste inférieur par rapport au taux moyen mondial et celui enregistré au niveau des pays à revenu élevé.

Figure 1. : La part des adultes (+15) détenant un compte courant .



Source : élaboré par les auteurs selon les données Global Findex 2017.

Les raisons de non bancarisation en Algérie selon l'enquête Global Findex 2017, par ordre d'importance, sont essentiellement: avoir trop peu d'argent pour utiliser un compte (36%), un membre de la famille avait déjà un compte (21%), manque de confiance dans les institutions financières (15%). En ce qui concerne les Paiements Numériques, l'Algérie affiche des taux faibles par rapport aux taux enregistrés au niveau de la région MENA et des pays à revenu moyen supérieur, notamment l'utilisation de l'internet, téléphone mobile et carte de crédit<sup>31</sup>.

<sup>29</sup>Cabeza-Garcia, L., B.E. Del Biro and M.L. Oscanoa-Victorio, (2019). Female financial inclusion and its impacts on inclusive economic development. Women's Studies International Forum, 77:.

<sup>30</sup>Asli Demirgüç Kunt, L. K. (2017). Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. *The Global Findex Database*

<sup>31</sup>World Bank Group. (2018). The Little Data Book on Financial Inclusion . p. 22

#### 4.2. L'épargne et l'accès au crédit

Par ailleurs, l'épargne et l'accès au crédit sont des aspects clés de l'inclusion financière. En 2017, environ 38% des adultes en Algérie ont déclaré avoir économisé de l'argent au cours de l'année écoulée (48% dans le monde). Seuls (11%) des épargnants ont déclaré avoir réalisé des économies formelles auprès d'une institution financière officielle. 4% des épargnants déclarent utiliser un club d'épargne ou en confiant l'épargne à une personne extérieure à la famille. Le fait frappant est que 23% des épargnants ont déclaré économiser de l'argent à la maison ou de réaliser des économies sous forme de bétail, de bijoux ou de biens immobiliers.

Par ailleurs, selon l'enquête Findex, 29% des répondants, en Algérie, déclarent emprunter de l'argent et que la source principale de crédit est d'emprunter auprès de la famille ou des amis, alors que seulement 3% des répondants ont emprunté auprès d'une institution financière officielle.

#### 4.3. La gestion des risques financiers:

Pour mesurer la résilience financière, l'enquête Global Findex 2017 a demandé aux répondants s'il serait possible de trouver un montant égal à 1/20 du revenu national brut (RNB) par habitant en monnaie locale au cours du mois prochain. En Algérie, 62% des répondants ont déclaré qu'il était possible de trouver des fonds d'urgence contre 31% ont déclaré qu'il n'était pas possible de le faire. Les sources principales de ces fonds sont : famille et amis (41%), épargne (27%) et argent du travail (26%).

### 5. Les mesures gouvernementales à prendre pour promouvoir l'inclusion financière

Selon la partie précédente, les indicateurs de l'inclusion financière en Algérie montrent l'importance des efforts à déployer pour améliorer et promouvoir l'inclusion financière. Dans ce cadre la promotion de l'inclusion financière doit comprendre au moins trois dimensions :<sup>32</sup> **Accès** aux services et aux produits financiers (proximité physique, prix, commodité); **Utilisation** (capacité financière, utilisation réelle : régularité, fréquence, durée d'utilisation des services et des produits financiers); et **Qualité** (adapté aux besoins des clients, proposé de manière responsable et durable)<sup>33</sup>.

Dans le but de promouvoir l'accès aux services financiers et une inclusion financière responsable, les pays peuvent opter pour une approche, articulée autour des axes interdépendants. Ces axes se résument comme suit :

**5.1. Stratégies nationales pour l'inclusion financière** : Les recherches du Groupe de la BM montrent que le rythme des réformes s'accélère et leur impact se renforce lorsqu'un pays se dote d'une stratégie nationale pour l'inclusion financière. Il est recommandé que la conduite du processus d'inclusion financière intervienne après que les États aient préparé une évaluation sur l'offre et la demande des services financiers, à partir de laquelle, ils fixent des objectifs de la stratégie qui doivent être mesurables et réalisables à temps et touchent larges tranches d'âges, couches

<sup>32</sup>Banque Mondiale . (2012). Cadre de référence des stratégies d'inclusion financière. p. 06

<sup>33</sup>M. Burjorjee, D., & Scola, B. (2015). *Une approche systémique de l'inclusion financière Guide à destination des bailleurs de fonds*. CGAP.

sociales et secteurs d'activités économiques. Il est à signaler que cette stratégie est continue au fil du temps et elle peut être adaptée ou modifiée selon le taux de réalisation des objectifs y assignés.

### **5.2. Modernisation des systèmes de paiement de masse et du gouvernement :**

l'objectif recherché est de dématérialiser les paiements (la substitution de paiements électroniques à la place de la monnaie papier) avec une grande traçabilité, une diminution des frais de gestion et une augmentation de l'accès aux services financiers. Dans ce cadre plusieurs actions peuvent être prises :

- Renforcer l'infrastructure de télécommunications (une plateforme de paiement) entre les différentes parties prenantes (établissements de crédit et de paiement, consommateurs, commerce, industriels...).
- Encourager les autorités réglementaires à ouvrir un large champ d'action aux services financiers électroniques.
- Diversifier les moyens de paiement électronique : un moyen de paiement doit être simple et facile à utiliser, pratique et sécurisé, le nouveau moyen de paiement doit également proposer de la valeur ajoutée par rapport aux moyens de paiement existants<sup>34</sup>

**5.3. Réforme des systèmes nationaux de paiement, y compris les marchés des transferts de fonds :** Selon la Banque des Règlements Internationaux BRI, les initiatives de développement du système national de paiement cherchent généralement à améliorer la sécurité et l'efficacité de l'ensemble du système. Elles visent à :

- Elargir progressivement la gamme des instruments et services de paiement ;
- Améliorer l'accès des établissements financiers à un crédit à moindre coût et à des mécanismes de gestion de la liquidité optimisés dans les systèmes de règlement des paiements ;
- Renforcer l'interopérabilité, les interactions et la résistance des infrastructures de paiement, de titres, de change, de télécommunications et internes à la banque afin de permettre un traitement des paiements automatisé de bout en bout ;
- Concevoir des dispositions infrastructurelles permettant de mieux maîtriser les risques juridique, opérationnel et financier pour les participants et améliorer le rapport coût-efficacité de la fourniture de services infrastructurels ;
- Créer un régime de réglementation mieux adapté au système national de paiement et confier à la banque centrale une fonction de surveillance efficace ;
- Se doter de marchés plus efficaces, plus stables et mieux organisés pour la fourniture et la tarification des divers services de paiement.<sup>35</sup>

**5.4. Le développement et la diversification des services financiers:** Le développement, la diversification et l'accès à l'offre des services financiers constituent l'un des principaux piliers de l'inclusion financière. Afin de concevoir de nouveaux produits satisfaisant les attentes et les besoins des clients, il est nécessaire de :

<sup>34</sup>FOREL, J.-Y. (2015). LES MOYENS DE PAIEMENT, QUELLE INNOVATION ? *REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE*, p. 97.

<sup>35</sup>BRI. (2006). *Orientations générales pour le développement d'un système national de paiement*

- Tenir compte des besoins de la clientèle ciblée lors de la structuration d'un nouveau produit financier.
- Innover dans la conception de nouveaux produits financiers à travers l'épargne, l'assurance et les moyens de paiement et ne pas se limiter aux produits financiers basés sur le crédit et le financement uniquement.
- Réviser la réglementation en vigueur (réformes de l'environnement juridique, réglementaire et politique) sur les exigences en matière de financement et leur cohérence avec les différentes catégories sociales.
- Assurer une formation spécialisée dans la finance inclusive aux employés des prestataires des services financiers exerçant dans ce domaine<sup>36</sup>.

**5.5. Renforcement de la concurrence et développement des points d'accès :** Raviver la concurrence entre les prestataires des produits et services financiers et garantir des règles du jeu identiques aux acteurs bancaires et non bancaires, à l'image des sociétés de télécommunications, des entreprises spécialisées dans la « fintech », des postes, des coopératives et des réseaux d'agents.

**5.6. Protection des consommateurs de services financiers :** la diversité et la complexité des produits et services financiers offerts aux clients ainsi que l'évolution et l'expansion des instruments financiers électroniques, ont mis en exergue l'importance de la protection financière des consommateurs. De ce fait, les autorités sont appelés à :

- Renforcer le cadre juridique et réglementaire régissant la protection des consommateurs de services financiers, la divulgation d'informations et la transparence;
- Assurer la communication d'une information fiable et pertinente dans toutes les opérations effectuées avec les clients et ce, par la présentation systématique des risques et des avantages de chaque produit financier et par une information régulière sur les innovations et améliorations apportées sur les produits financiers ;
- Mettre en place un mécanisme de supervision garantissant la protection des clients et de leurs données financières personnelles ;
- Mettre à la disposition des clients des services financiers un dispositif de traitement des réclamations indépendant, efficace et responsable et ce, conformément aux pratiques internationales.
- Informer et sensibiliser les clients et les catégories marginalisés, en particulier, et les prestataires de services financiers aux principes de la protection financière des consommateurs<sup>37</sup>.

**5.7. Éducation financière:** elle peut contribuer à la participation des individus (y compris les personnes vulnérables et à faible revenu) à la vie financière, économique et sociale. En complément de l'inclusion financière et de la protection

<sup>36</sup>Banque Centrale de la Tunisie. (2017). *Journée arabe de l'inclusion financière*. Consulté le 2020, sur [https://oif.bct.gov.tn/Articles/journee\\_arabe](https://oif.bct.gov.tn/Articles/journee_arabe)

<sup>37</sup>The World Bank Group . (2007). *Good Practices for Financial Consumer Protection. RESPONSIBLE FINANCIAL ACCESS Finance & Markets Global Practice*, pp. 07-209.

des consommateurs financiers, l'éducation financière est également importante pour restaurer la confiance dans les marchés financiers et soutenir la stabilité financière<sup>38</sup>. Pour cela, les gouvernements œuvrent à concevoir des stratégies nationales d'éducation financière, collecter des données et organiser des enquêtes pour mesurer le niveau de connaissance du secteur financier.

**5.8. Données sur l'inclusion financière :** mener des enquêtes et construire des bases de données sur l'inclusion financière. À ce propos plusieurs initiatives, à l'échelle internationale, ont été menées, c'est le cas notamment de : Global Findex, l'enquête mondiale sur les systèmes de paiement, l'enquête mondiale sur l'inclusion financière et la protection des consommateurs (FICP), et d'autres enquêtes sur les capacités financières et la protection des consommateurs et le financement des petites et moyennes entreprises.

### Conclusion

Cet article avait pour objectif de mettre en évidence l'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. La littérature avance plusieurs définitions à l'inclusion financière et à la croissance inclusive, mais elle n'a pas pu parvenir à un consensus sur la définition de ces deux notions. Toutefois, la littérature antérieure est généralement d'accord que la croissance inclusive désigne l'idéal selon lequel chacun devrait avoir la possibilité de contribuer à l'augmentation de la prospérité ainsi que d'en bénéficier alors que l'inclusion financière consiste à rendre les services financiers accessibles à des coûts abordables à tous les individus et les entreprises.

Les résultats de la majorité des travaux théorique et empirique portant sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive sont en faveur d'un effet positif et significatif de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. L'inclusion financière contribue non seulement à l'accessibilité de la formation de capital, mais encourage également l'innovation, l'efficacité et l'investissement qui, à leur tour, augmentent la production et la croissance économique.

Concernant le contexte algérien, les indicateurs de l'inclusion financière présentés dans cet article montrent le retard remarquable qu'accuse l'Algérie dans ce domaine. Les indicateurs relatifs à l'ouverture d'un compte courant, l'épargne, l'accès au crédit et la gestion des risques financiers restent inférieurs à la moyenne mondiale ou régionale. Cette situation nécessite le déploiement des efforts considérable pour améliorer et promouvoir l'inclusion financière en Algérie. Pour ce faire, un pays peut opter pour une approche articulée autour des axes interdépendants, ces axes tournent autour les points suivant:

- La mise en place des stratégies nationales pour l'inclusion financière ;
- la modernisation des systèmes de paiement de masse et du gouvernement ;
- la réforme des systèmes nationaux de paiement, y compris les marchés des transferts de fonds ;
- Le développement et la diversification des services financiers ;
- Le renforcement de la concurrence et développement des points d'accès ;

---

<sup>38</sup> OCDE. (2006). L'importance de l'éducation financière. *Synthèses*, pp. 1-8.

- La protection des consommateurs de services financiers ;
- l'éducation financière ;
- La constitution des bases de données relatives à l'inclusion financière.

### Références bibliographiques

- Grammy, A. and D. Assane**, (2006). The poverty-growth-inequality triangle hypothesis: An empirical examination. *Journal of Policy Modelling*. Amsterdam, Netherlands: Elsevier Science Publishing.
- Ganelli, G. and C. Aoyagi**, (2015). Asia's quest for inclusive growth revisited. *Journal of Asian Economics*, 40: 29-46. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.asieco.2015.06.005>.
- UNDP**, (2015). Sustainable development goals booklet. Available from <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/corporate/sustainable-development-goals-booklet.html>.
- Demirgüç-Kunt, A. and L. Klapper**, (2012). Measuring financial inclusion: The global index database. Policy Research Working Papers, No. 6025, World Bank, Washington DC. Available from <http://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/1813-9450-6025>.
- Kelkar, V.**, (2009). Financial inclusion for inclusive growth, administrative staff college of India, first N. P. Sen memorial lecture held at ASCI, Hyderabad, on 13 January 2008. *ASCI Journal of Management* 39(1): 55-68.
- Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J.-P.** (2009). Report of the Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress. Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress: France, 292p.
- Ali, I., and J. Zhuang**, (2007). Inclusive Growth toward a Prosperous Asia: Policy Implications. ERD Working Paper No. 97, Economics and Research Department, Asian Development Bank, Manila.
- Ali, Ifzalet Hyun Hwa Son** (2007), « Measuring Inclusive Growth », *Asian Development Review*, 24 (1), p. 11-31
- World Bank**, <https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion> (consulté le 22/01/2021)
- Consultative Group to Assist the Poor. <http://www.cgap.org> (consulté le 22/01/2021)
- chumpeter JA** (1911) *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*. Harvard University Press, Cambridge.
- Diamond DW** (1984) Financial intermediation and delegated monitoring. *Rev Econ Stud* 51: 393-414.
- Aghion P, Angeletos G-M, Banerjee A, Manova K** (2004) Volatility and growth: The role of financial development. Harvard University.
- Levine, R.**, (2005). Finance and growth: Theory, mechanism and evidence. In: Aghion, P., Durlauf, S.N. (Eds.), *Handbook of Economic Growth*. North- Holland: Elsevier. pp: 865–934.
- Rajan, R.G. and L. Zingales**, (2003). *Saving capitalism from the capitalists*. New York: Random House.
- Moreck, R., D. Wolfenzon and B. Yeung**, (2005). Corporate governance, economic entrenchment, and growth. *Journal of Economic Literature*, 43(3): 655-720. Available at: <https://doi.org/10.1257/002205105774431252>.
- World Bank Group**. (2018). *The Little Data Book on Financial Inclusion*. p. 22
- Banque Mondiale**. (2012). *Cadre de référence des stratégies d'inclusion financière*. p. 06
- M. Burjorjee, D., & Scola, B.** (2015). Une approche systémique de l'inclusion financière Guide à destination des bailleurs de fonds. CGAP.
- FOREL, J.-Y.** (2015). LES MOYENS DE PAIEMENT, QUELLE INNOVATION ? *REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE*, p. 97.
- BRI**. (2006). Orientations générales pour le développement d'un système national de paiement
- Banque Centrale de la Tunisie**. (2017). Journée arabe de l'inclusion financière. Consulté le 2020, sur [https://oif.bct.gov.tn/Articles/journee\\_arabe](https://oif.bct.gov.tn/Articles/journee_arabe)
- The World Bank Group**. (2007). Good Practices for Financial Consumer Protection. *RESPONSIBLE FINANCIAL ACCESS Finance & Markets Global Practice*, pp. 07-209.
- OCDE**. (2006). L'importance de l'éducation financière. Synthèses, pp. 1-8.